

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE - D 242  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

BOLIVIE: ARRESTATION D'IMPORTANTES DIRIGEANTS  
SYNDICAUX

Le 13 juillet 1975, vingt-cinq dirigeants syndicaux de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) étaient arrêtés dans les locaux d'une paroisse catholique d'Oruro. Trois religieuses de cette paroisse étaient également arrêtées et, parce qu'étrangères, expulsées de Bolivie le 22 juillet.

A la veille des festivités du 150e anniversaire de l'indépendance du pays, le mouvement ouvrier est ainsi rudement touché et la suspicion gouvernementale renforcée contre les milieux ecclésiastiques (cf document DIAL D 226).

La Centrale ouvrière de Bolivie a aussitôt publié le communiqué suivant.

(Note DIAL)

COMMUNIQUE DU COMITE EXECUTIF DE  
LA CENTRALE OUVRIERE DE BOLIVIE

Le Comité exécutif de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) s'adresse à toutes ses organisations membres, à tous les travailleurs boliviens et du monde entier pour les informer de ce qui suit:

1- Le samedi 12 juillet, dans les locaux de la paroisse Agua de Castilla, à Oruro, se tenait une réunion d'urgence du Comité exécutif de la Centrale ouvrière de Bolivie avec la participation des dirigeants syndicaux des diverses organisations membres. Cette réunion avait pour seul objectif de discuter l'ordre du jour suivant:

- a) analyse de la grave situation économique des travailleurs et demande d'une augmentation générale des salaires;
- b) analyse du manque de liberté syndicale et demande de garanties pour le fonctionnement des organisations syndicales et pour leurs dirigeants démocratiquement élus;
- c) demande d'amnistie générale, sans aucune restriction, en faveur des travailleurs, des paysans, des étudiants et de tous les patriotes emprisonnés, recherchés et exilés.

La réunion était présidée par les membres du Comité exécutif René Figueras del Barco, Casiano Amurrio, Miguel Veisaga, Carlos Escalier et elle comptait avec la participation des dirigeants syndicaux.

2- Aux premières heures du dimanche 13 juillet, au moment où la discussion portait sur la résolution concernant les salaires, les forces conjointes de l'Armée, de la Police et de la DOP (Direction d'ordre politique) firent irruption dans les locaux paroissiaux et

procédèrent à l'arrestation de tous les participants à la réunion qui furent transportés à La Paz où ils se trouvent actuellement détenus au secret. En même temps que les camarades syndiqués étaient également arrêtées trois religieuses qui ne participaient pas à la réunion. Elles nous avaient offert leur aide humanitaire en accord avec leur mission religieuse.

Nous dénonçons le fait que nos camarades emprisonnés sont soumis aux tortures et subissent de mauvais traitements. Ils sont dans l'impossibilité de recevoir de la nourriture, des couvertures ou tout autre type d'aide. Nous souhaitons que la Croix-rouge, qui se dit humanitaire, se rappelle qu'elle doit faire son devoir avant que nos camarades ne soient assassinés comme tant d'autres avant eux.

Il faut souligner que lors de la perquisition, aucune arme n'a été trouvée ainsi que peuvent le confirmer les prêtres qui habitent dans la paroisse et qui étaient présents pendant la perquisition. Le seul document écrit trouvé là était l'ordre du jour sus-mentionné. Toute autre version des événements donnée par le gouvernement est fautive et n'a pour but, bien connu, que de fausser la signification de toute action unitaire des travailleurs et de leurs dirigeants, et de les présenter comme des subversifs.

3- Le Comité exécutif de la COB dénonce devant le peuple bolivien et les travailleurs du monde entier cette nouvelle atteinte au mouvement ouvrier national et à l'Eglise. Avec ce fait la dictature militaire démontre une fois de plus sa haine des travailleurs qui ne font que réclamer leur droit légitime à la liberté d'expression et à de meilleurs salaires. La dictature ne peut plus tromper le peuple en parlant de "subversion", d'"extrémisme", de "conspiration" et autres termes analogues propres aux ministres de l'Intérieur. Le peuple sait que les travailleurs luttent pour avoir plus de pain pour leurs enfants. Et cela, d'autant plus que des milliers de boliviens vivent dans la misère la plus terrible, tandis que certains porteurs d'uniforme empochent l'argent produit par la sueur des travailleurs.

4- Le Comité exécutif de la COB déclare l'état d'urgence pour toutes ses organisations membres et lance un pressant appel à la lutte, par tous les moyens possibles, pour la libération immédiate de tous les dirigeants syndicaux détenus et des trois religieuses qui partagent les souffrances de nos camarades. Il ordonne également qu'aucune organisation syndicale ne participe directement ou indirectement aux festivités que la dictature prépare à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance (1). Le peuple des travailleurs qui connaît des heures de famine et de souffrance, n'a rien à fêter. Son seul devoir patriotique est de lutter pour la liberté et la justice sociale, idéaux pour lesquels les héros de notre indépendance ont donné leur vie. Unissons-nous pour arracher de la prison fasciste nos camarades dirigeants qui, par le sacrifice de leurs familles, continuent la lutte pour plus de pain et de liber-

5- Toutes les organisations membres doivent rester en contact étroit avec le Comité exécutif de la COB pour être informées de toute décision que nous serons amenés à prendre.

La Paz, le 14 juillet 1975

(Traduction DIAL)

(1) Les 4, 5 et 6 août 1975 (N.d.T.)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249